

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des  
Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 30/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COMMUNE DE ROYAN – Centre aquatique municipal**

1 Boulevard Georges Clemenceau  
17200 Royan

Références : 0003106293/2025-551

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2025 dans l'établissement Centre aquatique municipal de la COMMUNE DE ROYAN implanté 1 Boulevard Georges Clemenceau 17200 Royan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objectif de la visite était de connaître la situation administrative du stockage de chlore.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMMUNE DE ROYAN, Centre aquatique municipal
- 1 Boulevard Georges Clemenceau 17200 Royan
- Code AIOT : 0003106293
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La ville de Royan exploite la piscine et les installations de traitement de l'eau. La piscine municipale relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910 pour l'exploitation de deux chaudières gaz.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque toxique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

À son arrivée, l'inspectrice a demandé à accéder au stockage de chlore. Le personnel de l'accueil a déclaré que les clefs étaient en possession du directeur (en congés) et du responsable des maîtres nageurs (non présent sur le site). **Il est rappelé que les installations de traitement de l'eau et de stockage de chlore doivent pouvoir être accessibles notamment par les services de secours lors d'un sinistre. L'exploitant réfléchit à l'amélioration de l'accessibilité aux clefs des locaux techniques.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de produits stockés	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4	Sans objet
2	Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12	Sans objet
3	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3	Sans objet
4	Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que le stockage de chlore de la piscine municipale de Royan n'était pas classé à déclaration au titre de la rubrique 4710 de la nomenclature des ICPE.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Quantité de produits stockés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 1 : Les installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710 sont soumises aux dispositions des annexes I, II, et III. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations. Annexe I §1.4 [...] vérification que la quantité totale présente dans l'installation le jour du contrôle est inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
<b>Constats :</b> Lors de la visite, il a été constaté la présence de deux bouteilles de chlore d'une contenance unitaire de 49 kg au sein d'un local fermé à clef. Ce dernier ne permet pas d'accueillir plus de bouteilles. La gestion du stockage est déléguée par la commune à la société Dalkia. La personne rencontrée certifie que jamais plus de deux bouteilles de chlore sont présentes sur le site sinon les installations seraient classées ICPE. L'exploitant indique qu'une bouteille est consommée en trois semaines en règle générale. La société Gazechim est en charge de la livraison de bouteilles de chlore. L'inspection constate donc que le site comporte moins de 100 kg de chlore et n'est pas classé au titre de la rubrique 4710 de la nomenclature des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages et les locaux d'emploi sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients de chlore en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs. Les conditions de stockage permettent de maintenir les récipients à l'abri des intempéries et de toute source d'inflammation. La température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C.
<b>Constats :</b> Bien que les installations ne relèvent pas du régime de la déclaration, l'inspectrice a constaté que les deux bouteilles de chlore étaient sanglées au mur. Elles sont en position verticale, robinet vers le haut. Lors de l'inspection, les deux bouteilles sont branchées mais une seule est en cours d'utilisation. Le local ne dispose pas d'une détection de chlore (cette détection n'est pas obligatoire au regard du non classement du stockage au régime de la déclaration).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Connaissance des produits - étiquetage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance des produits - étiquetage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La porte du local de stockage comporte une pancarte d'identification "dépôt de chlore". A coté, sur le mur, se situent des affiches d'information sur les risques générés par le chlore et la conduite à tenir en cas de fuite sur une bouteille.</p> <p>La fiche de données sécurité du chlore est rangée au-dessus des bouteilles de chlore. Elle est datée de mai 2022 et en rédigée en langue française.</p> <p>L'exploitant est invité à ranger la fiche de données sécurité dans un endroit éloigné du stockage de chlore et accessible en cas de fuite de chlore.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le chloromètre est fixé directement sur le robinet du récipient de chlore. Toute autre configuration de montage du chloromètre, notamment le raccordement d'un chloromètre à plusieurs récipients, est interdite en l'absence de système de neutralisation correctement dimensionné.</p> <p>L'étanchéité de la liaison robinet-chloromètre est assurée par un joint approprié, remplacé lors de chaque démontage du chloromètre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que les deux bouteilles de chlore en service disposaient chacune d'un chloromètre. Celui-ci est fixé directement sur le robinet du récipient de chlore.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite